



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16858/Add.2
2 février 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES A CHYPRE

Additif

1. Dans mon rapport du 12 décembre 1984 sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/16858, par. 48 à 51 et 61), j'ai fait le point de la situation en ce qui concerne la mission de bons offices que le Conseil a confiée au Secrétaire général dans sa résolution 367 (1975) du 12 mars 1975 et dans des résolutions ultérieures, la plus récente étant la résolution 559 (1984) du 14 décembre 1984. J'ai également évoqué la documentation d'ensemble que j'avais présentée aux parties lors de la dernière série de pourparlers "séparés" ainsi que la réunion mixte de haut niveau que j'avais convoquée le 17 janvier 1985.
2. Lors de l'ouverture de la réunion mixte de haut niveau à New York, le 17 janvier, j'ai fait une déclaration (voir annexe A). Pendant toute cette réunion, je n'ai épargné aucun effort pour aider les parties à régler les différends qui avaient surgi. Cela a permis d'aborder certaines questions portant sur le fond même du projet d'accord et il semble qu'à certains égards, les positions se soient rapprochées.
3. Comme il ne s'est pas avéré possible alors de surmonter les difficultés, j'ai publié, à l'issue de la réunion mixte de haut niveau, le 20 janvier, une déclaration (voir annexe B).
4. Mes vues sur la situation qui est apparue à la réunion mixte de haut niveau, en ce qui concerne la mission de bons offices qui m'a été confiée par le Conseil de sécurité, demeurent telles que je les ai formulées au dernier paragraphe de ma déclaration du 20 janvier. Il serait néanmoins regrettable que les difficultés qui ont surgi affaiblissent la détermination des parties de rechercher une solution juste et durable au problème de Chypre. Il est indispensable de sauvegarder les progrès qui ont été faits. Je lance un appel aux deux parties et à tous ceux que préoccupe l'avenir de Chypre pour qu'ils fassent en sorte que rien ne se passe dans l'île ou ailleurs qui rende plus difficile la recherche d'une solution. Il ne fait aucun doute pour moi qu'avec de la bonne volonté et de la détermination, nous pouvons encore parvenir à cette solution globale du problème de Chypre qui, jusqu'à présent, s'est dérobée à nous.

ANNEXE A

Déclaration faite par le Secrétaire général à l'ouverture
de la réunion mixte de haut niveau sur Chypre

Je vous souhaite la bienvenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de la réunion mixte de haut niveau qui a été annoncée à l'issue de nos pourparlers "séparés", et dont j'ai fait mention dans mon rapport au Conseil de sécurité, le 12 décembre 1984. Il s'agit là d'une occasion solennelle, voire d'un événement marquant dans l'histoire complexe de la recherche d'un règlement négocié, juste et durable du problème de Chypre, dans le cadre de la mission de bons offices que le Conseil de sécurité a confiée au Secrétaire général. Le fait que nous nous réunissions dans cette salle, qui est généralement réservée aux consultations officieuses des membres du Conseil, souligne bien le caractère de notre rencontre. Nous sommes tous conscients, j'en suis convaincu, de l'importance de l'entreprise dans laquelle nous sommes maintenant engagés et des grands espoirs que celle-ci suscite, et cela pas seulement à Chypre.

Je considère que notre objectif demeure celui que j'ai indiqué le 12 décembre dans mon rapport au Conseil de sécurité. Dans ce rapport, j'ai exprimé l'espoir que les parties concluent, à la présente réunion mixte de haut niveau, un accord contenant les éléments nécessaires à une solution globale du problème visant à la création d'une République fédérale de Chypre. Je souhaite à cette occasion, vous rendre un juste hommage pour la détermination avec laquelle vous avez poursuivi les négociations sous mes auspices. Je suis convaincu que les deux parties sont venues à la réunion mixte de haut niveau pleinement disposées à terminer la tâche qu'elles ont commencée dans des conditions aussi favorables et que des efforts continueront d'être faits par tous les intéressés en vue de faciliter ce processus.

Nous devons, bien entendu, être réalistes. Il y a encore des difficultés à surmonter, des écueils à éviter et une certaine méfiance à dissiper. En revanche, il est manifeste que nous sommes largement parvenus à déblayer le terrain lors des pourparlers "séparés" en vue d'établir le cadre formel dans lequel une solution au problème pourra être trouvée en ayant présentes à l'esprit les résolutions pertinentes de l'ONU. J'aborderai maintenant la question de savoir quels sont les moyens les plus appropriés d'aborder cette tâche.

J'ai avec moi les documents qui nous ont servi de base de travail au cours des pourparlers "séparés" et que j'ai mentionnés dans mon rapport du 12 décembre. Passer de cette documentation à la conclusion d'un accord, voilà ce qui reste maintenant à accomplir. Nous savons tous qu'il y a du travail à faire pour mener à bien cette tâche selon les grandes lignes définies lors des pourparlers.

Il s'en faudrait de peu, à ce stade, que nos efforts manquent leur but. Je sais que nous ferons tous en sorte que cela ne se produise pas. Nous sommes ici pour rechercher un accord visant à la création d'une République fédérale de Chypre. Avec de la bonne volonté, nous pouvons nous aider les uns les autres à atteindre ce but. Les progrès accomplis ont été d'une importance telle qu'il serait tragique de s'en tenir là. Une nouvelle étape a été atteinte dans la recherche d'une solution globale de ce problème de Chypre qui, pendant plus de deux décennies, a empoisonné le climat politique dans l'île et compromis la paix, non seulement des Chypriotes mais de l'ensemble de la région.

/...

Je sais que vous pouvez compter dans cette entreprise sur l'appui unanime de la communauté internationale. Pour ma part, je m'engage à vous apporter toute l'assistance et toute l'aide dont vous pouvez avoir besoin pour mener à bien cette tâche.

Si vous êtes déterminés à parvenir à un accord, une chance unique vous est offerte maintenant. Vous conviendrez avec moi, j'en suis sûr, qu'il ne faut pas laisser perdre une occasion qui risque de ne pas se représenter si facilement.

Je vous invite maintenant à me faire part de vos mûres réflexions sur la phase actuelle du processus diplomatique.

ANNEXE B

Déclaration prononcée par le Secrétaire général lors de la clôture
de la réunion mixte de haut niveau sur la question de Chypre

Une réunion mixte de haut niveau sur la question de Chypre a eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 17 au 20 janvier 1985. Cette réunion s'est tenue sous les auspices du Secrétaire général, dans le cadre de la mission de bons offices qui lui a été confiée par le Conseil de sécurité. Les participants étaient saisis de documents qui ont été établis à l'occasion des pourparlers "séparés" de haut niveau qui se sont tenus à New York, en septembre, octobre et novembre-décembre 1984, et auxquels le Secrétaire général s'est référé dans son rapport au Conseil de sécurité daté du 12 décembre 1984.

Les deux parties se sont fondées l'une et l'autre sur les documents susmentionnés. La partie chypriote turque a indiqué au Secrétaire général qu'"elle acceptait pleinement le projet d'accord".

La partie chypriote grecque a déclaré au Secrétaire général qu'"il était clairement entendu qu'elle acceptait les documents présentés par le Secrétaire général en tant que base des négociations conformément au projet d'accord d'ensemble visant à une solution globale portant sur tous les aspects du problème de Chypre, et qu'elle s'était rendue à la réunion de haut niveau en toute bonne foi, en vue d'y participer à des négociations constructives et utiles".

Je suis convaincu que, dans la recherche d'une solution à la question de Chypre, l'écart qui sépare les positions n'a jamais été aussi réduit et qu'il faut persévérer. J'ai donc l'intention, puisque les parties sont disposées à poursuivre leurs contacts directs dans le cadre de la mission de bons offices qui a été confiée au Secrétaire général, de demeurer en relation avec l'une et l'autre, en vue d'une nouvelle réunion mixte de haut niveau qui se tiendra si possible, avant la fin de février 1985.

